



## COMMUNIQUE PRESSE

MARDI 11 FEVRIER 2020

# APRES LUBRIZOL : UN PREMIER PLAN D'ACTION POSITIF MAIS INSUFFISANT

Élisabeth Borne a présenté ce matin le plan d'action du gouvernement en matière de prévention et de gestion des risques industriels. Demain, la mission parlementaire qui a travaillé sur l'incendie de Lubrizol rendra son rapport. France Nature Environnement, qui attendait un plan global pour renforcer la maîtrise des risques industriels, y voit des avancées mais pointe du doigt un besoin de cohérence entre les différentes politiques gouvernementales.

### Contrôles, transparence, bureau d'enquête accidents : des pistes intéressantes

Suite à l'incendie de Lubrizol à Rouen, France Nature Environnement avait défendu 20 propositions devant plusieurs commissions (Assemblée, Sénat...), ainsi qu'auprès d'Élisabeth Borne. La fédération est donc satisfaite de constater que certaines ont été reprises. Parmi les annonces intéressantes : la création d'un bureau 'enquête accidents' indépendant, ou encore l'amélioration de la transparence et de la clarté sur les produits stockés sur ces sites. Cette dernière mesure ne doit pas s'appliquer qu'après un accident.

Le renforcement annoncé des contrôles et leur élargissement est également un point clé. Il est primordial que cela s'accompagne d'une augmentation du nombre d'inspecteurs. Force est de constater que la piste envisagée à ce stade pour augmenter le nombre de contrôles des sites industriels, celle d'un « allègement des tâches administratives » fait écho à la volonté du gouvernement de créer des sites industriels « clés en main » ... Ce qui n'est pas de nature à rassurer France Nature Environnement.

La fédération sera donc très attentive à la déclinaison concrète de ces grandes lignes, ainsi qu'à la seconde phase d'annonces, attendue avant l'été, consacrée notamment à la formation à la culture du risque. Durant celle-ci, le nécessaire sujet de la rénovation des instances de concertation doit absolument être abordé. Et de manière plus large, la question de la démocratie environnementale.

### Des politiques à mettre en cohérence

« Après ces annonces, si les pistes sont intéressantes, de nombreux points restent en suspens, résume **Alain Chabrolle, vice-président de France Nature Environnement**. Pire, le Gouvernement porte par ailleurs des textes contre-productifs pour la sécurité des installations industrielles, détricotant ainsi le droit de l'environnement. Il est incompréhensible que le gouvernement, 'en même temps' que ce plan post-Lubrizol, présente au parlement un nouveau projet de loi de simplification pour alléger les procédures environnementales. »



## FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Au-delà du détricotage du droit de l'environnement, France Nature Environnement s'interroge également sur la question de la sous-traitance pour les sites SEVESO, et plaide pour que les assureurs aient la possibilité d'alerter les autorités en cas de risques graves détectés. Une mesure de bon sens, alors qu'il a récemment été révélé que les assureurs de Lubrizol avaient pointé les failles du dispositif anti-incendie du site et prévu l'incendie tel qu'il a vraiment eu lieu, treize jours avant la catastrophe.

[Lire l'analyse détaillée de France Nature Environnement](#)

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 71 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur [fne.asso.fr](http://fne.asso.fr), Facebook, Twitter (@FNEasso) et LinkedIn.